

colonel de hussards Adrieux, accusés de cette horrible dilapidation, furent arrêtés. Cette dilapidation portait un caractère d'autant plus révoltant, qu'elle était accrue par une série de crimes nécessaires pour la cacher; et qu'elle s'exerçait sur la classe des indigens et des pauvres. Tout ce qui put être retrouvé dans les maisons des prévenus fut restitué aux propriétaires, dont la perte néanmoins resta très-considérable.

FRAGMENS DE LÉOBEN.

VI. *Opérations de Joubert dans le Tyrol.* — Joubert avait battu l'ennemi sur le Lavisio le vingt mars, il lui avait fait plusieurs milliers de prisonniers; il l'avait poursuivi à Botzen, l'avait défait de nouveau à Clauzen, avait forcé les gorges d'Insruch le vingt-huit, et se dirigeait à la droite par le Pusthersthal, le long de la Drave, avait marché pour déboucher la Carinthie, et venir prendre la gauche de l'armée française. Il avait laissé un corps d'observation sur le Lavisio pour couvrir Vérone en Italie. Ce

corps devait au besoin se replier sur le Montebaldo.

Bernadotte, de son côté, après avoir organisé la Carniole, avait rejoint l'armée, en laissant sous les ordres du général Friant un corps d'observation pour couvrir Laybach; on était menacé du côté de la Croatie. L'Autriche avait fait une levée très-considérable dans cette population d'une organisation spéciale toute militaire. Friant avait eu des affaires très-brillantes; mais, ne croyant pas garder Fium, il se contenta de prendre une position propre à couvrir Laybach et Trieste. Du reste, il avait eu pour instruction de regagner, en cas de besoin, Palma-Nova, qui avait été bien armée, et d'y grossir le corps d'observation qu'on y avait laissé pour couvrir l'Italie. De Clagenfurt, l'armée française continua sa marche pour gagner la Mur.

Le prince Charles espérait tenir dans les gorges de Newmarck: il lui était très-important de couvrir ses communications avec Salzbourg, l'Inn et le Tyrol, d'où il attendait des renforts très-considérables. Pour en être plus certain, il demanda une suspension d'armes au général français, qui, comprenant son

but, la lui refusa. Il fut donc attaqué à Newmarck, et forcé sans coup férir : il perdit du canon et des prisonniers. Une division de grenadiers venue du Rhin couvrit sa retraite ; il fut attaqué encore et battu de nouveau à Hundsmarck. Enfin, le quartier-général atteignit Judembourg, et nos avant-postes parvinrent jusqu'au Simmering. Dès-lors toute combinaison du prince Charles, à l'égard de ses renforts, se trouva déjouée. Nous lui coupions désormais les deux routes du Tyrol et de Salzbourg. Les troupes qui avaient été opposées à Joubert et dans le Tyrol, et que ce prince avait appelées à lui, celles bien plus considérables encore qui lui arrivaient du Rhin par Salzbourg, et qui se trouvaient déjà les unes et les autres engagées dans ces routes transversales, furent obligées de rétrograder, ne pouvant plus désormais se rallier au prince Charles que par derrière le Simmering.

Le désordre et la terreur régnaient dans Vienne, rien n'arrêtait cette redoutable armée française. Tant de positions réputées inexpugnables, tant de gorges que l'on croyait impossible de forcer, se trouvaient toutes franchies,

et le pavillon tricolore flottait sur le sommet du Simmering, à trois journées de Vienne. Une partie de la famille impériale avait quitté cette capitale ; Marie-Louise, mariée depuis à Napoléon et impératrice des Français, alors âgée de cinq ans, fut mise en route avec ses sœurs ; les archives et les objets les plus précieux se transportaient en Hongrie ; toutes les premières familles, imitant celle du souverain, faisaient évacuer à la hâte ce qu'elles avaient de plus cher ; et les esprits les plus sages voyaient la monarchie à la veille d'un entier bouleversement.

Lorsque le général français avait ouvert la campagne, le gouvernement lui avait promis qu'aussitôt qu'il aurait passé l'Isonzo, les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, fortes de plus de cent cinquante mille hommes, sortiraient de leurs quartiers d'hiver, et pénétreraient en Allemagne. Mais l'Isonzo était déjà passé depuis long-temps, et ces armées demeuraient encore dans leurs quartiers d'hiver. Le général français, profitant de la victoire du Tagliamento et des fausses directions que le prince Charles avait données à ses colonnes, avait franchi, et sans perte, par cette

seule victoire, tous les obstacles entre les Alpes et le Simmering.

VII. *Napoléon écrit au prince Charles.*
 — Le lendemain de la victoire du Tagliamento, Napoléon instruisit le Directoire qu'il suivait le prince Charles l'épée dans les reins, et que bientôt les drapeaux français flotteraient sur les sommets du Simmering; qu'il se flattait que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse étaient en marche, ou que, si elles n'y étaient pas, elles y seraient bientôt; il insistait surtout pour connaître le moment précis de leurs mouvemens; quinze à vingt jours de retard lui importaient peu; mais il devait en être instruit, afin d'agir en conséquence; il prévenait qu'il aurait constamment toute son armée réunie sous sa main, et que ses positions seraient telles, qu'il demeurerait toujours maître des événemens, qu'il suffirait donc de lui désigner seulement l'époque précise de la marche de ces deux armées. Ce fut à Clagenfurt qu'il reçut la réponse à cette dépêche: elle portait les félicitations du Directoire sur ses nouveaux succès; mais contenait en même temps la déclaration singulière et inattendue, que les armées du

Rhin, de Sambre-et-Meuse ne passeraient pas le Rhin, et qu'on ne devait plus compter sur leur diversion en Allemagne, parce que les désastres de la campagne dernière les privaient de bateaux et du matériel nécessaire. Cette étrange dépêche ne pouvait provenir que d'intrigues ou de vues politiques qu'il devenait inutile de pénétrer; seulement il ne convenait plus au général français de réaliser désormais ce qui avait été le plus ardent de ses vœux, de planter ses drapeaux victorieux sur les remparts de Vienne. Il ne devait plus songer à dépasser le Simmering, sans manquer aux règles de la sagesse. Aussi, deux heures après la réception du courrier, il écrivit au prince Charles, qu'ayant pouvoir de négocier, il lui offrait la gloire de donner la paix au monde, et de finir les maux de son pays.

« Monsieur le général en chef, — Les
 » braves militaires font la guerre, et dési-
 » rent la paix : celle-ci ne dure-t-elle pas
 » depuis six ans? Avons-nous assez tué
 » de monde et assez commis de maux à
 » la triste humanité? Elle réclame de
 » tous côtés. L'Europe, qui avait pris
 » les armes contre la république fran-

» çaise, les a posées; votre nation reste
 » seule, et cependant le sang va couler
 » encore plus que jamais. Cette sixième
 » campagne s'annonce par des présages
 » sinistres; quelle qu'en soit l'issue, nous
 » tuerons, de part et d'autre, quelques
 » milliers d'hommes de plus, et il faudra
 » bien que l'on finisse par s'entendre,
 » puisque tout a un terme, même les
 » passions haineuses!

» Le Directoire exécutif de la répu-
 » blique française avait fait connaître à
 » Sa Majesté l'Empereur le désir de met-
 » tre fin à la guerre qui désole tous les
 » peuples; l'intervention de la Cour de
 » Londres s'y est opposée : n'y a-t-il
 » donc aucun espoir de nous entendre?
 » et faut-il, pour les intérêts et les pas-
 » sions d'une nation étrangère aux maux
 » de la guerre, que nous continuions à
 » nous entre-égorger? Vous, M. le gé-
 » néral en chef, qui, par votre naissance,
 » approchez si près du trône, et êtes au-
 » dessus de toutes les petites passions
 » qui animent souvent les ministres et
 » les gouvernemens, êtes-vous décidé à
 » mériter le titre de bienfaiteur de l'hu-
 » manité entière, et de vrai sauveur de
 » l'Allemagne? Ne croyez-pas, M. le

» général en chef, que j'entende par-là
 » qu'il ne soit pas possible de la sauver
 » par la force des armes; mais dans la
 » supposition que les chances de la guerre
 » vous deviennent favorables, l'Allema-
 » gne n'en sera pas moins ravagée. Quant
 » à moi, M. le général en chef, si l'ou-
 » verture que je viens de vous faire peut
 » sauver la vie à un seul homme, je
 » m'estimerai plus fier de la couronne
 » civique que je me trouverais avoir mé-
 » ritée, que de la triste gloire qui peut
 » revenir des succès militaires. »

» Je vous prie, etc.

» Signé, BUONAPARTE. »

Ces nouvelles laissèrent respirer à Vienne, et y donnèrent quelques espé-
 rances. Le marquis de Gallo, ambassa-
 deur de Naples, fut aussitôt envoyé au
 général français; mais n'ayant pas de
 pouvoirs, il fut obligé de retourner,
 après une conférence de deux heures.
 Le lendemain, les généraux Bellegarde
 et Merfelt vinrent au quartier-général
 français, à Judenburg, et sur leur
 parole que des plénipotentiaires allaient
 arriver de Vienne pour y traiter de la
 paix définitive, ils obtinrent une suspen-

sion d'armes, qui assurait à l'armée française la possession des pays qu'elle occupait déjà, et d'autres encore qu'elle n'occupait pas, mais qui étaient nécessaires à sa ligne. Les généraux autrichiens comprenaient avec peine comment le général français, dans sa belle situation, pouvait accorder un armistice: ils ne l'expliquaient que par l'inaction des armées françaises sur le Rhin.

Cependant, Napoléon ressentait vivement la force des circonstances; il déplorait, dans son cœur, qu'un défaut de combinaison, ou qu'une vaine jalousie le privassent des immenses résultats qu'il était à la veille de recueillir. S'il avait été peu sensible à la gloire d'entrer dans Rome, il s'était passionné de l'idée d'entrer dans Vienne, et rien que la seule déclaration du Directoire pouvait en ce moment l'en empêcher.

IX. Les préliminaires furent signés à Léoben. Pour la signature, on se réunit dans une petite maison de campagne qu'on neutralisa. Les secrétaires dressèrent d'abord le procès-verbal de la neutralisation, et les plénipotentiaires respectifs s'y rendirent ensuite pour signer. Les commissaires autrichiens

avaient mis en tête du traité que l'Empereur reconnaissait la République française. « Effacez, dit Napoléon: l'existence de la république est aussi visible que le soleil; un pareil article ne pourrait convenir qu'à des aveugles, nous sommes maîtres chez nous, nous voulons y établir le gouvernement qu'il nous plaît, sans que personne y trouve à redire. » A Léoben, le quartier-général français se trouva chez l'évêque même. On était alors dans la semaine sainte: toutes les cérémonies religieuses de cette semaine, et celles de Pâques, se firent avec la plus grande solennité, au milieu de l'armée française. Cette armée, accoutumée au respect pour le culte et les religions du pays où elle se trouvait, en agit ici comme auraient agi les troupes autrichiennes: ce qui satisfit au dernier degré le peuple et le clergé.

Les préliminaires avaient été signés à Léoben le dix-huit; et, le vingt, le général français reçut de nouvelles dépêches du Directoire, annonçant que les armées du Rhin se mettaient en mouvement, qu'elles allaient passer le Rhin, et qu'elles seraient bientôt au

cœur de l'Allemagne. Effectivement, quelques jours après, on apprit que l'armée de Sambre-et-Meuse, sous le commandement de Hoche, avait passé le Rhin le dix-neuf, veille du jour même de la signature des préliminaires de Léoben, mais quarante jours après l'ouverture de la campagne en Italie. L'adjudant-général Dessolles, qui portait les préliminaires à Paris, rencontra nos troupes aux prises avec celles de l'ennemi. Il est difficile d'expliquer la cause de ce changement subit dans le système du Gouvernement. Si Napoléon eût appris le dix-sept, au lieu du vingt, les nouvelles intentions du Directoire, il est certain que les préliminaires n'auraient pas été signés, ou qu'on eût exigé de bien meilleures conditions; toutefois celles qu'on obtint dépassèrent encore de beaucoup les espérances du Directoire. Dans ses instructions au général français, on l'avait autorisé à conclure la paix toutes les fois que les frontières constitutionnelles de la République seraient reconnues. Il est vrai qu'en donnant ces instructions, le Directoire avait été loin de deviner les

succès et l'ascendant de cette armée, et n'avait pu prévoir ainsi tout ce qu'il pourrait exiger.

X. Parmi les diverses causes auxquelles on attribua l'étrange conduite du Directoire dans cette occasion, beaucoup ont pensé que bien des personnes en France voyaient avec quelque jalousie la grande renommée de Napoléon; sa marche hardie et décidée leur inspirait des craintes sur les projets ultérieurs que pourrait nourrir son ambition. La proclamation par laquelle il avait protégé en Italie les prêtres déportés, et qui lui avait gagné beaucoup de partisans en France; son style respectueux envers le Pape; son refus de détruire le Saint-Siège; ses ménagemens pour le roi de Sardaigne et pour les aristocrates de Gènes et de Venise; tout cela avait fait de grandes impressions, et se trouvait commenté souvent avec des intentions fort malignes. Lorsqu'on vit la victoire du Tagliamento et les succès qui suivirent, les Alpes Noriques passées, et l'Allemagne envahie par cette route inconnue, la joie de la République à la vue des grandes humiliations de notre implacable ennemi,

fut beaucoup diminuée aux yeux de plusieurs, par la crainte de voir Napoléon acquérir une nouvelle gloire en entrant triomphant dans Vienne, et réunir alors sous son commandement toutes les forces de la République. Qui pourra, se disaient-ils, sauver la liberté publique de l'influence d'un caractère et d'une gloire si extraordinaires? Si les armées du Rhin ont été battues l'an passé, elles ne devront leur succès, cette année, qu'à Napoléon, qui aura tourné à lui seul toute l'Allemagne, et les devancera de quinze à vingt jours dans Vienne. Ces armées, d'ailleurs, participant déjà à la gloire de l'armée d'Italie par les deux divisions qui ont été envoyées, partageront aussi son enthousiasme pour le jeune héros : il les maîtrisera toutes. Beaucoup de raisons faisaient donc désirer que Napoléon fût empêché d'entrer dans Vienne; que non-seulement les trois armées demeurassent séparées, mais qu'encore on alimentât entre elles une certaine jalousie. Il parut que ces idées influèrent d'abord sur la décision du Directoire; mais dès que les nouvelles des brillans succès de l'armée d'Italie et son entrée

en Allemagne eurent atteint les armées du Rhin par la voie des papiers publics et les relations de l'ennemi, alors elles s'indignèrent elles-mêmes de leur oisiveté, et demandèrent à grands cris si l'armée d'Italie devait tout faire. A ce mouvement se joignit le sentiment du grand nombre de familles qui avaient leurs enfans à l'armée d'Italie, et l'opinion de la généralité des citoyens, animés de sentimens nobles et purs, qui ne pouvaient rien comprendre à l'inaction des autres armées. L'impulsion fut si violente que ces armées du Rhin, de Sambre-et-Meuse durent alors passer le fleuve, et marcher en Allemagne. On retira le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse à Beurnonville, homme nul, sans talent civil ou militaire, et on le confia à Hoche, jeune général du plus grand mérite. Son patriotisme ardent, joint à une extrême activité, à une ambition désordonnée, au soin qu'il prenait de se concilier les officiers, et de se créer un grand nombre de partisans, faisait espérer que, placé à la tête de l'armée la plus nombreuse, et secondé de toute l'influence du Gouvernement, il serait aisément un rival propre à parta-

ger l'opinion des soldats et des citoyens, et garantir ainsi la République, quelles que fussent d'ailleurs l'amitié, l'estime, l'espèce d'enthousiasme même que Hoche n'eût cessé de témoigner en toute occasion pour Napoléon.

Ces réflexions étaient faites publiquement dans les sociétés de Paris, et ne pouvaient manquer de revenir à Napoléon, qui, au sommet des grandeurs et de la gloire, ne se trouvait donc environné que de précipices. La guerre ne pouvait plus désormais qu'empirer sa situation, surtout en accroissant sa gloire : il en chercha aussitôt une nouvelle dans la paix, qui devait le rendre cher à toute la population, et créer pour lui un nouvel ordre d'événemens ; car c'était désormais le seul qui pût soustraire la République à la situation fâcheuse à laquelle la portait en ce moment la fausse direction de l'esprit public dans l'intérieur.

RETOUR DE RADSTADT.

N. B. Les mots en italique sont au manuscrit des corrections de la propre main de Napoléon.

I. *Retour de Radstadt à Paris.* — Napoléon partit de Radstadt, traversa la France incognito, arriva à Paris sans s'arrêter, et descendit à sa petite maison, chaussée d'Antin, rue Chantierine. Une délibération de la municipalité de Paris donna, quelques jours après, à cette rue, le nom de rue de la Victoire. Le corps municipal, l'administration du département, les conseils, cherchèrent à l'envi les moyens de lui témoigner la reconnaissance nationale. On proposa au conseil des Anciens de lui donner la terre de Chambord et un grand hôtel à Paris ; c'eût été tout à fait convenable. Le général de l'armée d'Italie, qui pendant deux ans avait nourri son armée, créé et entretenu son matériel, soldé plusieurs années de solde arriérée, fait passer trente ou quarante millions aux caisses de France, et plusieurs centaines de millions en chefs-d'œuvre des arts, tout aux